

23 juin 2022 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# PROPOS LIMINAIRES DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE LORS DE LA CONFÉRENCE DE PRESSE CONJOINTE AU PREMIER JOUR DU CONSEIL EUROPÉEN

Merci beaucoup. Tout a été dit, mais je voudrais simplement insister sur l'importance en effet de ce moment historique dans le contexte que nous vivons, qui est celui de cette guerre décidée par la Russie sur le sol ukrainien, contre l'Ukraine et son peuple. Il y a une semaine à Kiev, lorsque, avec le chancelier Olaf SCHOLZ, le président du Conseil Mario DRAGHI et le président de la Roumanie Klaus IOHANNIS, nous avons pris cette cet engagement d'œuvrer pour accorder ce statut de candidat à l'accession à l'Union européenne pour l'Ukraine, et le début d'une feuille de route, nous savions que cela dépendait d'un processus. Nous avons, durant cette dernière semaine, avancé à pas de géant, d'abord grâce au travail de la Commission européenne, qui a proposé une méthode sur la base des travaux faits en lien avec l'Ukraine, et ensuite avec le président MICHEL, avec le consensus jusqu'à l'unanimité qui s'est forgé parmi les membres.

Je pense que le message qui est envoyé aujourd'hui très clairement, et nous l'avons vu à l'instant avec le président ZELENSKY, est un message très fort, cohérent avec ce que notre Europe, depuis le premier jour du conflit, a su faire, c'est-à-dire réagir de manière rapide, historique et unie par des sanctions deux jours après, et à six reprises, par le soutien macroéconomique, militaire, financier à l'Ukraine et maintenant par ce geste politique. Je pense que c'est cette Europe forte, unie, qui est au rendez-vous et qui est important. Plus largement, aujourd'hui, c'est une perspective européenne que nous reconnaissons à l'Ukraine, à la Moldavie et à la Géorgie. C'est donc un signal très fort vis-à-vis de la Russie dans le contexte géopolitique que nous évoquions, avec le choix fait pour l'Ukraine et la Moldavie d'accorder ce statut de candidat à l'adhésion à l'Union européenne.

Nous avons également décidé que le statut de candidat serait octroyé à la Géorgie dès qu'elle aura répondu aux priorités qui ont été identifiées par la Commission. Tout cela, nous le devons au peuple ukrainien qui se bat pour défendre nos valeurs, sa souveraineté, leur intégrité territoriale. Et je crois que nous le devons aussi à la Moldavie, compte tenu de sa situation politique, des déstabilisations qu'elle subit et de la générosité dont elle a su faire preuve dans le contexte que nous évoquions.

Le processus qui s'engage, nous le savons et nous avons toujours été honnêtes, sera exigeant. La Commission remettra un rapport sur le respect des conditions qu'elle a posé dans son avis la semaine dernière. Notre soutien, notre engagement, celui de la France, se complait pour aider à la mise en œuvre de toutes les réformes nécessaires. C'est d'ailleurs ce processus qui a permis de bâtir l'unité. Le président MICHEL a par ailleurs, de manière détaillée, décrit nos discussions sur la question des Balkans occidentaux, ce matin et en début d'après-midi. Je veux aussi dire que nous allons tout faire pour aider à ce que les votes nécessaires au Parlement bulgare puissent être faits car je crois que c'est la responsabilité aujourd'hui de notre Europe, de savoir être au rendez-vous de ce moment, afin que la Macédoine du Nord puisse faire le dernier pas. Elle qui a déjà tant fait, en prenant tant de risques pour que nous puissions, dans les prochains jours et prochaines semaines, réussir cette avancée là aussi, et pour l'Albanie et la Macédoine du Nord, passer une étape décisive.

Tous ces débats nous montrent que la question de notre voisinage, qu'il s'agisse de la Moldavie, de l'Ukraine comme de la Géorgie et des Balkans occidentaux est plus essentielle que jamais. Parce que nous le voyons, la guerre est revenue sur le sol européen et nous sommes déstabilisés par nos voisinages. C'est dans ce contexte que nous allons ce soir discuter des formes de coopération multiples, au-delà de l'élargissement, et ce projet d'une coopération politique européenne qui, comme l'a rappelé le président MICHEL, a été ce matin en particulier défendu par la Serbie, l'Albanie et plusieurs collègues. Je ne serai pas plus long, mais en tout cas merci au président et à la présidente pour le formidable travail qu'ils ont su conduire et qui a permis cette décision historique.